

M. ARMSTRONG.—Le pays trouvera des avantages à faire venir de bons colons et à les établir. M. LaRivière nous a dit que les meilleurs n'étaient pas toujours ceux qui avaient de l'argent. Dans mon propre district, je sais que les cultivateurs qui ont le mieux réussi, qui sont devenus à l'aise et qui ont laissé leurs enfants dans l'aisance, sont des hommes qui sont venus dans le pays avec rien du tout pour s'établir. Je peux vous en donner une preuve évidente. Le docteur Roome connaît bien le township d'East Williams. En 1840, le duc de Sutherland évinga plusieurs de ses fermiers sur la côte ouest de l'Ecosse. Ils furent débarqués à Montréal, et de là ils partirent à pied et arrivèrent dans notre district, où nos bons cultivateurs mirent leurs granges à leur disposition et leur prodiguèrent les soins nécessaires. Ils se rendirent à Williams-Ouest, un nouveau township, et, le croiriez-vous, ces hommes sont là aujourd'hui et eux et leurs descendants sont à l'aise. Ils ont payé ce qu'ils devaient au gouvernement pour leurs terres, bien que pas en un seul paiement. Pas un seul d'entre eux n'est endetté envers le gouvernement. Si nous pouvons avoir des colons de cette classe et les engager à rester dans le pays, il sera avantageux pour ce dernier de les aider à vivre jusqu'à ce qu'ils puissent se suffire à eux-mêmes.

M. LARIVIÈRE.—Il se passe des choses qui méritent d'être observées et je suis heureux de pouvoir y attirer l'attention de M. Burgess. Il se fait actuellement un mouvement que l'on devrait réprimer. Pendant que nous recevons dans le Manitoba un grand nombre de Canadiens qui s'étaient établis dans le Dakota et le Minnesota, 250 personnes ont quitté Ontario dans l'espace d'un mois ce printemps, traversant le Manitoba pour aller s'établir au Dakota. N'oubliez pas, M. le président, que c'est dans l'espace d'un mois seulement. Ces gens avaient avec eux des meubles de ménage, des bêtes à cornes et des chevaux pour une valeur de \$23,000, et il quittait la province d'Ontario pour s'établir dans le Dakota et le Minnesota. Il doit y avoir dans la province d'Ontario des agences représentant les Etats-Unis et les compagnies de chemin de fer américains. Il doit y avoir dans Ontario des agents qui s'occupent à conseiller aux cultivateurs de quitter le pays.

M. WILSON.—Combien de gens avez-vous dit qu'il y avait ?

M. LARIVIÈRE.—250 personnes dans l'espace d'un mois ce printemps, ayant des meubles de ménage, des bêtes à cornes et des chevaux pour une valeur de \$22,000 ou \$23,000, quittaient la province d'Ontario, traversaient le Manitoba et s'en allaient droit au sud s'établir au Dakota et au Minnesota, pendant que 400 ou 500 Canadiens partaient de cette même région complètement ruinés et s'en revenaient au Manitoba.

M. WILSON.—Ces gens commettent une erreur en allant au Dakota et au Minnesota.

M. LARIVIÈRE.—Je crois que des mesures devraient être prises pour empêcher ce mouvement.

M. BURGESS.—Il y a une trentaine d'agents de chemins de fer américains qui parcourent actuellement les villes et les villages d'Ontario, et il est entendu que ces compagnies ne continueront pas à les employer ou ne les paieront pas s'ils ne font pas voir qu'ils ont établi un certain nombre de colons chaque mois sur les terres des compagnies intéressées. Le gouvernement fédéral est en présence de cette difficulté. Jusqu'à quel point est-il justifiable d'engager les gens à quitter une province du Canada pour s'en aller dans une autre ? Sous ce rapport, les employés qui s'occupent au nom du gouvernement fédéral à encourager la colonisation du Nord-Ouest, n'ont rien fait dans les vieilles provinces. Le comité pourrait se demander : N'est-il pas raisonnable que le gouvernement du Canada soit en état de faire dans toute province du Canada ce qu'y font les compagnies de chemin de fer américains ? S'il est vrai que 30 agents de ces compagnies travaillent aujourd'hui dans le Canada à des conditions qui leur font une nécessité d'envoyer un certain nombre de colons, chaque mois, sur les terres des compagnies, sans quoi leur engagement est annulé—ne serait-il pas à propos que le gouvernement fédéral agisse de la même manière ?

M. INGRAM.—L'automne dernier, à l'exposition de London, il y avait un agent américain qui distribuait des circulaires.